

Déclaration de Marina Ferrari, ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative sur la décision du CIO concernant le retour des tests génétiques à partir des JO-2028

La France prend acte de la décision du Comité International Olympique (CIO) de conditionner la participation aux épreuves féminines des Jeux olympiques de Los Angeles 2028 à des tests génétiques basés sur le gène SRY.

Au nom du gouvernement français, je tiens à exprimer notre grande préoccupation face à cette décision. Nous nous opposons à une généralisation de tests génétiques qui soulève de nombreuses questions éthiques, juridiques et médicales, notamment au regard de la législation française en matière de bioéthique

Ces tests, mis en place à partir de 1967, ont pris fin en 1999 du fait des fortes réserves de la communauté scientifique quant à leur intérêt. La France regrette ce retour en arrière.

Cette décision soulève des inquiétudes majeures dès lors qu'elle cible spécifiquement les femmes, en instaurant une distinction qui porte atteinte au principe d'égalité.

Par ailleurs, elle définit le sexe féminin sans prendre en considération les spécificités biologiques de personnes intersexes dont les caractéristiques sexuelles présentent des variations naturelles, ce qui conduit à une approche réductrice et potentiellement stigmatisante.

La France reste attachée à l'équité des compétitions tout autant qu'au respect de la vie privée de ses athlètes ainsi qu'à leur intégrité et leur bien-être. Je serai garante de cette exigence et veillerai à ce que chaque athlète puisse évoluer dans un cadre respectueux, protecteur et conforme aux valeurs du sport français.

En conséquence, je mettrai en place un observatoire national, conformément aux préconisations du rapport du comité d'experts présidé par le Professeur Toussaint et Sandra Forgues remis au Gouvernement en 2024, associant le CNOSF, le CPSF, les fédérations, des experts scientifiques et médicaux, des juristes, ainsi que des représentants des athlètes destiné à formuler des recommandations pour garantir un sport à la fois équitable, inclusif et respectueux des droits humains.